

Richard Bedford Bennett

11^e premier ministre du Canada

Faits en bref

Mandat

- 7 août 1930 - 23 octobre 1935

Naissance

- Le 3 juillet 1870 à Hopewell Hill (Nouveau-Brunswick)

Décès

- Le 26 juin 1947 à Mickleham, dans le comté de Surrey, en Angleterre
- Inhumé au cimetière de l'église, à Mickleham, dans le comté de Surrey, en Angleterre
- Le seul premier ministre du Canada inhumé à l'extérieur du pays

Études

- École normale de Fredericton (Nouveau-Brunswick), 1886
- Université Dalhousie, à Halifax (LL.B., 1893)

Vie privée

- Célibataire

Emplois

- 1886-1888, enseignant, Irishtown (Nouveau-Brunswick)
- 1888-1890, directeur d'école, Douglastown (Nouveau-Brunswick)
- Avocat (reçu au Barreau du Nouveau-Brunswick en 1893)
- 1896, conseiller municipal, Chatham (Nouveau-Brunswick)
- 1898-1905, membre de l'Assemblée des Territoires du Nord-Ouest
- 1909-1911, membre de l'Assemblée législative de l'Alberta
- 1910-1920, président, Calgary Power Ltd.

Parti politique

- Conservateur
- 1927-1938, chef du parti

Circonscriptions

- 1911-1917, Calgary (Alberta)
- 1925-1939, Calgary-Ouest (Alberta)

Autres charges

- 1921, ministre de la Justice et procureur général du Canada
- 1926, ministre sans portefeuille
- 1926, 1930-1932, ministre des Finances et receveur général du Canada
- 1926, ministre des Mines et de l'Intérieur, et surintendant général des Affaires indiennes (par intérim)
- 1930-1935, secrétaire d'État aux Affaires extérieures et président du Conseil privé

Vie politique

- Directeur général du Service national, 1914-1917
- *Loi de secours*, 1932
- Création de la Commission canadienne de radiodiffusion (Société Radio-Canada), 1932
- Création de la Banque du Canada, 1935
- Création de la Commission canadienne du blé, 1935
- Chef de l'opposition, 1935-1938
- Vicomte à la Chambre des lords du Royaume-Uni, 1941-1947

Biographie

Je propose que tout gouvernement sous ma direction prenne, à la première session du Parlement, les mesures nécessaires à cette fin, ou périsse dans cette tentative.

– Richard B. Bennett, déclaration sur la suppression du chômage, le 9 juin 1930

La rigueur de la Crise a provoqué la chute de plus d'un gouvernement, et le Canada ne fait pas exception à la règle. Dans le discours qu'il prononce lors de sa campagne électorale de 1930, Bennett ne se doute guère des fléaux à venir, et ses politiques conservatrices ne permettront pas non plus d'y faire face. En 1935, il constate que seule une réforme politique et sociale radicale a quelque chance d'adoucir la situation économique du Canada. Mais cette réforme est insuffisante et tardive. Non seulement le gouvernement « périt dans sa tentative », mais son échec coûte au Parti conservateur sa popularité et, à Bennett, la direction du parti.

Richard Bedford Bennett est né à Hopewell Hill, au Nouveau-Brunswick, en 1870. Fils d'un constructeur naval, il entre, après sa huitième année scolaire, à l'École normale, où il acquiert une formation d'enseignant. Dès l'âge de seize ans, il enseigne près de Moncton et, deux ans plus tard, il devient directeur d'école à Douglastown. Il commence aussi à cette époque un stage à temps partiel dans un cabinet juridique. En 1890, ses économies lui permettent d'étudier le droit à l'Université Dalhousie. Diplômé en 1893, il se joint à un cabinet d'avocats local. En 1897, il s'installe à Calgary et devient associé dans le cabinet juridique du sénateur conservateur James A. Lougheed.

Bennett commence sa carrière politique en 1896 comme conseiller municipal à Chatham (Nouveau-Brunswick). En 1898, il remporte un siège à l'Assemblée des Territoires du Nord-Ouest. Ses efforts pour entrer dans l'arène politique fédérale échouent en 1900, de même que ceux pour être élu à la nouvelle Assemblée législative de l'Alberta en 1905. Néanmoins, ses affaires de juriste prospèrent et, parce qu'il fait de judicieux investissements, lui permettent de s'enrichir.

En 1909, Bennett gagne un siège pour le Parti conservateur à l'Assemblée législative de l'Alberta. Deux ans plus tard, il est élu à la Chambre des communes. Déçu de ne pas faire partie du Cabinet, il ne se présente pas aux élections de 1917. En 1921, le premier ministre Arthur Meighen lui offre le

portefeuille de la Justice. Mais c'est un bref retour en politique pour Bennett, qui est défait aux élections de décembre 1921. Réélu en 1925, il devient ministre des Finances en 1926 dans le très éphémère gouvernement d'Arthur Meighen. En 1927, il sort vainqueur du premier congrès à la direction du Parti conservateur.

Pour lutter contre la Crise, dont les premiers signes sont évidents lors des élections de 1930, Bennett propose des mesures énergiques sur lesquelles il axe sa campagne. Porté au pouvoir, il tient ses promesses et affecte immédiatement vingt millions de dollars au redressement de l'emploi.

Malheureusement, la rigueur de la Crise dépasse ses capacités et celles de tout politicien. La politique conservatrice ne tolère pas l'intervention du gouvernement dans les pratiques commerciales ou en matière d'aide sociale. Bennett cherche pourtant à renforcer le commerce canadien en établissant des tarifs préférentiels, mais cela n'empêche aucunement la baisse des exportations. En 1932, le chômage est si élevé que Bennett présente la *Loi de secours*, grâce à laquelle on crée des camps de travail pour assurer la subsistance des chômeurs célibataires; les secours aux familles de chômeurs relèvent alors de l'administration municipale. Dans ses efforts pour coordonner l'aide sociale fédérale et provinciale, Bennett se heurte au refus des provinces.

En 1933, au beau milieu de la Crise, le gouvernement Bennett se montre indécis et impuissant, et le premier ministre devient la cible de plaisanteries; on parle ainsi des « chars de Bennett », automobiles tirées par des chevaux ou des bœufs, car leurs propriétaires n'ont plus les moyens d'acheter de l'essence. L'incapacité de Bennett à déléguer ses pouvoirs cause de profondes dissensions au sein du parti et du Cabinet. Titulaire du portefeuille des Finances et de celui des Affaires extérieures, le premier ministre gouverne sans consulter le Cabinet, ce qui suscite la colère de ses ministres. L'un d'eux, Henry Stevens, se rebelle ouvertement. Son insistance pour que les conservateurs adoptent un programme radical de réformes politiques et sociales provoque une scission au sein du parti. Stevens finira par démissionner et établir une nouvelle mais éphémère formation politique, le Parti de la reconstruction.

S'inspirant du « New Deal » du président américain Roosevelt, Bennett propose en 1935 une nouvelle plateforme d'action gouvernementale qui fera l'objet d'une série d'annonces à la radio. Il abandonne ses politiques antérieures et préconise le salaire minimum, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, la réglementation gouvernementale des banques et du commerce, ainsi que d'autres réformes sociales. Mais il est trop tard; lui et son parti sont trop étroitement associés aux malheurs de la Crise. Aux élections d'octobre 1935, le Parti libéral prend le pouvoir, sous la direction de Mackenzie King.

Bennett demeure chef de l'opposition jusqu'en 1938. Découragé par sa défaite auprès des électeurs et les conflits au sein de son parti, il émigre en Grande-Bretagne où il est fait vicomte et devient membre de la Chambre des lords en 1941. Mort en Grande-Bretagne en 1947, il repose près de son domaine, à Mickleham, dans le Surrey.

Homme généreux, Bennett a fait don chaque année de 25 000 \$ à de multiples organismes de bienfaisance. Pendant la Crise, il a puisé à même ses ressources pour répondre à plusieurs des centaines de demandes d'aide qu'il a reçues.

Relations internationales

Bennett défend ardemment les relations du Canada avec la Grande-Bretagne. En 1930, il dirige la délégation canadienne à la Conférence impériale et, en 1932, il accueille à Ottawa la Conférence économique impériale, au cours de laquelle les pays du Commonwealth signent plusieurs ententes destinées à stimuler le commerce entre eux. Le Canada accepte de réduire certains tarifs imposés aux produits britanniques, mais augmente ceux imposés aux importations non britanniques. La Grande-Bretagne accepte de ne pas taxer les produits alimentaires importés des pays du Commonwealth. Bennett espère que ces mesures permettront de combattre les effets de la Grande Crise.

Pendant le mandat de Bennett, le 11 décembre 1931, le gouvernement britannique ratifie le Statut de Westminster qui reconnaît la pleine indépendance des dominions, sauf dans les domaines où ceux-ci la refusent. Au Canada, par exemple, après maintes consultations entre le gouvernement fédéral et les provinces, on s'entend pour que le Parlement britannique conserve seul le plein pouvoir d'amender l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*, situation qui se poursuivra jusqu'en 1982, lorsque la Constitution canadienne sera rapatriée.

Anecdote

Plaidoyer désespéré d'une femme de fermier démunie

« Le 28 septembre 1933

Monsieur le Premier Ministre,

C'est en toute humilité que je me permets de vous écrire cette lettre pour vous demander, s'il vous plaît, si vous pourriez commander les sous-vêtements décrits dans le bon de commande de la maison Eaton, qui est déjà préparé et joint à ma lettre. Mon mari aura

64 ans en décembre, et sa névrite est très douloureuse par moments dans les bras et les épaules. Nos récoltes des trois dernières années ont été très maigres; il n'y en a pas du tout assez pour payer les impôts et subsister, et les récoltes de l'année dans ces parages sont un désastre total. Mon mari transporte du bois sur la charrette sur une distance de

34 milles et il a été obligé de transporter du foin, aussi, pour nourrir les chevaux cet hiver. Le trajet lui prend deux jours et, parfois, il est obligé de coucher sous la charrette. Aujourd'hui, il est parti chercher du bois et il fait froid et il vente. Donc, j'écris ceci dans l'espoir que vous enverrez ma commande de sous-vêtements de la maison Eaton, parce que vraiment nous n'avons pas l'argent pour les payer. J'ai raccommodé et rapiécé ses vieux sous-vêtements pendant deux ans, mais ils sont complètement finis maintenant. Nous n'avons jamais demandé quoi que ce soit à d'autres avant aujourd'hui... »

Le premier ministre Bennett, très riche, n'a jamais connu la pauvreté. Devant la Crise dévastatrice que traversent le Canada et le reste du monde, il est dépassé comme tout autre politicien l'aurait été à sa place. Une multitude de Canadiens indigents lui écrivent pour implorer son aide.

Bibliographie

Beaverbrook, Lord. *Friends: Sixty Years of Intimate Relations with Richard Bedford Bennett: a personal memoir with an appendix of letters*, Londres, Heinemann, 1959.

Glassford, Larry A. (Larry Arthur). *Reaction and Reform: The Politics of the Conservative Party under R. B. Bennett, 1927-1938*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

Granatstein, J.L. et Norman Hillmer. *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins, 1999.

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Les premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

Saunders, Robert. *R. B. Bennett*, Don Mills (Ont.), Fitzhenry and Whiteside, 1979.

Swift, Michael David. *R. B. Bennett and the Depression, 1930-1935*, [Fredericton (N.-B.), s.n.], 1964.

Waite, P. B. (Peter Busby). *The Loner: Three Sketches of the Personal Life and Ideas of R. B. Bennett, 1870-1947*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

Watkins, Ernest. *R. B. Bennett: A Biography*, Londres, Secker and Warburg, 1963.

Wilbur, J. R. H. *Le gouvernement Bennett : 1930-1935*, Ottawa, Société historique du Canada, 1974.